

FORUM DE SOLIDARITÉ EUROMEDITERRANÉENNE

Tragédie du M'zab : L'urgence d'une solution politique

Jamais le conflit opposant les Chaâmbas aux Mozabites qui dure pourtant depuis de nombreuses années, tranchant avec le laxisme des pouvoirs publics, n'a connu d'épisode aussi meurtrier : plus d'une vingtaine de morts, plusieurs dizaines de blessés et d'arrestations. Ces violents événements qui ont endeuillé les populations du M'zab, il y a quelques jours, ont marqué ainsi un tournant gravissime dans l'évolution de ce conflit, et le pire est à redouter après ce massacre, si une solution politique adaptée n'est pas mise en œuvre sans délai.

L'arrestation du docteur Kamel-Eddine Fekhar,¹ et d'une vingtaine de ses compagnons, le jeudi soir dernier par les services de police à Ghardaïa en violant l'enceinte d'une mosquée et en y utilisant les armes à feu, ajoutée à la décision du chef de l'État d'impliquer cette fois-ci directement l'armée (désignation du commandant de la 4e Région militaire) dans le règlement du conflit éminemment politique qui resurgit dans le M'zab augurent mal de l'avenir proche de cette région.

En réduisant cette crise complexe à ses dimensions strictement sécuritaires, en désignant la « main de l'étranger » dans la violence intercommunautaire à Ghardaïa et en procédant à l'arrestation des militants des droits humains - pour imposer le silence - qui n'ont pas cessé d'informer et d'alerter l'opinion publique algérienne et internationale de la gravité de la situation sécuritaire dans le M'zab, les autorités se trompent gravement de diagnostic.

Casser le thermomètre n'est pas la meilleure façon de faire baisser la température et procéder à l'arrestation du docteur Fekhar, c'est se tromper de cible, alors que certains des repentis, installés grâce aux sommes colossales d'argent public dans des quartiers de Ghardaïa, n'ont pas hésité à appeler ouvertement au meurtre sans être arrêtés pour autant.

Désigner la main de l'étranger sans fournir plus de précisions revient à s'affranchir de toute responsabilité dans ce conflit alors que les fréquents assassinats dans le M'zab signent l'échec de l'État en dévoilant au grand jour son incapacité à accomplir son premier devoir à l'égard des citoyens, tel que prévu par la loi fondamentale, celui de garantir leur sécurité et leurs biens.

La main de l'étranger est à rechercher du côté des tenants de l'expansionnisme islamiste, du côté de certains pays du Moyen-orient ; des prêches sont régulièrement diffusés par la chaîne satellitaire saoudienne Iqra, appelant au meurtre des ibadites, prêches que des élus de Ghardaïa ont maintes fois dénoncés. Rappelons que le Wali (prefet) de Ghardaïa a été jusqu'à mettre sur un pied d'égalité des inscriptions murales représentant l'étendard de Daech et l'insigne amazigh ⵎⵖⵔ, symbole de l'identité berbère des Mozabites.

La solution à ce conflit passe d'abord par la capacité de l'État à imposer la cessation immédiate et sans condition des hostilités. Ensuite, il est de la plus grande sagesse, et dans un souci d'apaisement, de libérer le docteur Fekhar et ses compagnons tant que leur culpabilité n'a pas été établie par une juridiction au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à leur défense sont assurées. Les responsables des violences et leurs complices dans l'administration et les forces de sécurité doivent être arrêtés et traduits devant les tribunaux pour répondre de leurs actes. La question économique et sociale - facteur aggravant de ce conflit - doit être prise sérieusement en charge par le lancement d'un important programme de développement économique spécifique à la région.

Enfin, parce que ce conflit est fondamentalement politique, le traitement policier et administratif a vite montré ses limites ; il convient de s'attaquer aux causes profondes de ces troubles qui sont l'ignorance de l'histoire plusieurs fois millénaires de l'Algérie par un enseignement objectif et sans censure de son histoire, débarrassé de tout contenu idéologique mystificateur, et la sacralisation d'une seule doctrine politico-religieuse (sunnite) et d'une seule école juridico-religieuse (malékite) de l'islam.

Par peur d'elle-même, par peur de sa diversité, la société algérienne n'a cessé de s'automutiler et de s'appauvrir culturellement. Elle a au contraire plus que jamais besoin d'une parole politique forte qui la rassure et assume sa diversité culturelle et culturelle. Celle-ci est synonyme de sa richesse et ne constitue nullement une menace à sa cohésion ni à son unité. Bien au contraire c'est l'unicité et l'uniformité, et non la diversité caractérisant toute société, qui est susceptible de menacer l'unité d'un pays.

Zaher Harir
Président de FORSEM

8, allée des coquelicots
69780 Toussieu

Tél : +33(0)6 03 50 01 30, Mail : zharir@forsem.fr

¹ Médecin, militant mozabite très connu et membre actif du bureau de la Ligue algérienne de défense des Droits de l'Homme (LADDH).